LES PRÉVISIONS DE GAËTE

ET

LES PROMESSES D'ANCONE

LES PRÉVISIONS DE GAËTE

ET

LES PROMESSES D'ANCONE

PAR

PIERRE C. ULLOA

DUC DE LAURIE





ITALIE - 1869.

LES PRÉVISIONS DE GAËTE

ET

LES PROMESSES D'ANCONE

> Caeterum libertas et speciosa nomina praetexuntur : nec quisquam alienum servitium et dominationem sibi concupivit, ut non eadem ista vocabula usurparet.
>
> TACIT. *Lib. IV, Hist. LXXIII.*

I.

Chaque siècle a vu la situation de l'Europe se modifier profondément. L'histoire des sociétés ne se compose que d' une longue succession de révolutions et de transformations; mais c' était une politique bien imprévoyante que celle qui ne s' inscrivait pas d' avance et d'une manière absolue contre les changements qui, en 1860, se succédaient en Italie: car la politique est un fait de prévoyance. Elle doit être attentive à tout et être prête à tout. La révolution, sur la fin du siècle passé, avait renversé des trônes qu' elle croyait être l'appui de l' aristocratie et du clergé. Mais après l' invasion, la guerre civile et tant de sang versé dans des luttes fratricides, l'Italie se vit soumise à des Césars d'emprunt, vassaux eux-mêmes d' un grand empire. Plus tard vinrent les aspirations aux prérogatives constitutionelles, qui occasionnèrent des conspirations, des révolutions nouvelles, et de nouvelles invasions. En 1860, la révolution proclamait l' indépendance et l'unité, métamorphose après laquelle le peuple italien aurait, disait-elle, soupiré depuis des siècles. Des conspirations de palais et des complots de caserne exploi-

sillonner librement avec leurs vaisseaux cette mer Méditerranée, où toutes les nations du monde ont des intérêts commerciaux et politiques. Du haut des boulevards de Gaëte, qui allait devenir la Missolunghi italienne, il élevait sa voix et signalait, l'écueil contre lequel il allait se briser, et sur lequel bien d'autres trônes trouveraient un inévitable naufrage. Il défendait, disait-il, non sa propre cause, mais la cause de tous les souverains, du droit public, et de l'indépendance des peuples [6]. Les peuples et les souverains devaient comprendre qu'il défendait à Gaëte quelque chose de plus grand que la couronne d'une antique dynastie [7]. Il y défendait les traités, en vertu desquels tous les souverains régnaient, et tous les peuples jouissaient d'une pleine sécurité. Cependant il s'étonnait de n'avoir rien obtenu des souverains de l'Europe, auxquels il avait espéré que sa cause devait être chère, si ce n'est des expressions inefficaces d'affectueuse sympathie. Quand il avait parlé des pressantes et suprêmes pénuries du trésor royal, et de l'ambition illimité d'une révolution qui ne s'*arrêterait jamais*, on n'avait répondu que par des voeux et des conseils [8].

IV.

Il avait annoncé à ses peuples qu'il avait combattu et qu'il combattait, non pour lui, mais pour l'honneur du nom napolitain. Avec la destruction de la vieille monarchie de Roger, ils avaient déjà la guerre civile, la dictature la plus effrénée, la loi martiale, le pillage effronté de la fortune publique. Les Deux-Siciles devenues bientôt provinces d'un royaume lointain, et Naples et Palerme, gouvernées par des préfets venus de Turin, verraient disparaître les bienfaits que leur avait apportés, avec l'indépendance, la monarchie de Charles III [9].

Forcé de quitter cette monarchie qu'il tenait de Dieu, de son droit et de l'amour de ses peuples, en sortant des ruines fumantes de Gaëte, il se tournait encore vers les souverains de l'Europe. Les États d'Europe n'avaient pas cru, disait-il, qu'il était de leur devoir et de leur intérêt de s'opposer à la marche envahissante de la

révolution. Il descendrait du trône et il se souviendrait avec une juste et noble fierté de n' avoir failli à l'accomplissement d' aucun de ses devoirs. Avec sa chûte cependant, les anciens traités venaient d' être déchirés , et un nouveau droit public consacré. Comme dernière prophétie, il disait à l'empereur des Français qu' il aurait bientôt à regretter au lieu d'un allié reconnaissant et fidèle qu' il avait en lui, de ne trouver qu'une ***révolution hostile et un souverain ingrat*** **10.**

V.

Ces sages avertissements d' un prince si jeune et si vaillant ne furent pas écoutés. Que peut la sagesse des conseils contre les indécisions de la crainte, ou les calculs intéressés de l' égoïsme? On avait accueilli froidement la fédération italienne en 1859. On n'y avait vu qu'une solution désirable pour la France dans son double intérêt de grande puissance et de puissance catholique. En 1860, la sagesse des cabinets européens laissa abattre dans les murs de Gaëte ce grand principe de l' hérédité monarchique, cette immortalité légale des dynasties. On ne parut préoccupé avant tout que du soin de sa propre conservation. On supposait qu'on n'avait aucun intérêt immédiat et direct dans la question italienne, dont les conséquences ne paraissaient justifier aucune crainte, aucune susceptibilité. Dans ce qui se passait en Italie, on s'était efforcé de ne voir que des faits locaux, des luttes circonscrites et accidentelles. On s' était résigné à cette politique d'ajournement et de temporisation. Tandisque le ciel de Gaëte était embrasé sous une grêle de bombes et d'obus, que les poudrières sautaient, et que les édifices s'écroulaient, on s' était borné à encourager la résistance, et à recommander la cause du roi. Il en coûte si peu d'écrire une note, ou une recommandation ! Bientôt après, fermant les yeux à l' évidence, on respecta les faits accomplis, et tous les cabinets reconnurent successivement le royaume italien. On ne croyait compromise en rien la paix générale du monde 11.

Ce qui arrivait en Italie, en 1860, aurait du être la préoccupation dominante de tout cabinet. Mais on laissa la révolution arriver sans entrave à cette solution obtenue par la ruse et la force, inattendue par les masses et pressentie seulement par les esprits sérieux. On ne se redisait pas les paroles de ce jeune héros, qui avait pressenti que les destinées de l'Italie entraineraient celles de l'Europe. On ne voulait pas même s' avouer que, pour la destruction des vieilles monarchies, déjà la trahison était entrée sous bien des foyers, avait pénétré dans les rangs des armées. On oubliait ces outres d' Éole dont Canning avait jadis menacé l' Europe. On ne voulut pas se dire que, le moment du danger arrivé, on se sentirait les bras liés, et que ce serait le saisissement de la défaite.

Mais aujourd'hui il serait bien difficile de nier les fâcheuses et terribles conséquences de la révolution italienne. Le présent paie déjà les fautes du passé, et il ne saurait dégager les menaces de l' avenir.

VI.

Que produit maintenant cette unité italienne qu' on a laissé s'accomplir? Elle a donné naissance à l'unité allemande, et peut enfanter l'unité ibérique. C' est l' unitarisme italien qui a abouti aux conséquences de Sadowa, et aux conspirations grecques et panslavistes. C'est l'unitarisme italien qui contribua à l' insurrection de la Pologne, et à la révolution prétorienne de l'Espagne. C' est cet unitarisme qui a semé partout des germes d' agitations qui ne peuvent que grandir. Et ces conséquences iront fort loin. L'alliée de l' Italie unitaire, c'est la révolution cosmopolite. On a voulu éviter la guerre en 1860, mais, depuis huit ans, a-t-on joui réellement des bienfaits de la paix? N' est-ce pas un singulier et douloureux spectacle que celui de tous les gouvernements de l'Europe, qui se préoccupent de préparer la guerre en proclamant la certitude de la paix? Ils se voient condamnés à un énorme déploiement de force militaire, tandis que Charles V parfois, pour commencer ses guerres, n' avait que seize mille hommes. Le monde soupire après la paix, Joseph

de Maistre lui-même ne pourrait pas procurer la plus petite fièvre belliqueuse. Et cependant dans l'esprit général qui travaille notre époque extraordinaire, on remarque partout la même inquiétude obstinée qui possède les esprits. Les assurances pacifiques les plus positives, les plus répétées, ne trouvent que défiance et incrédulité. Tous les gouvernements éprouvent les mêmes craintes, les mêmes alarmes. Ils sont obligés de tenir les yeux constamment fixés sur le télégraphe. Ils souffrent la torture la plus insupportable, celle d'ignorer où commence le péril et où finit l'autorité. C'est que les conséquences de la révolution italienne sont arrivées jusqu'à rendre imminente une guerre européenne. Et la révolution, qui ne démord jamais, voudra pousser à la crise.

VII.

Ainsi, il y a suspension et non pas solution dans les questions pendantes en Europe. Le fait le plus imperceptible, tout ce qu'on voudra, même l'imprévu, le fortuit va peut être exciter l'incendie. Et Dieu sait si le signal du conflit ne partira pas d'au-delà de l'Atlantique. Si la question italienne a succédé à la question d'Orient, maintenant c'est le problème oriental qui va s'ouvrir pour hâter la solution du problème italien. Il va arriver, et bientôt peut-être, le jour où toutes les questions de nationalités s'éveilleront, où toutes les races voudront se former, et où la révolution cosmopolite voudra constituer en Europe une seule famille. Et quels repentirs ne s'est-on point préparés pour n'avoir pas écouté la voix qui s'élevait de Gaëte! La guerre de Crimée avait prorogé la solution du problème oriental: le combat de Mentana a suspendu celle du probléme italien. Un jour on se repentit d'avoir détruit la marine turque à Navarin, qui fut la bataille de Lépante du XIXe siècle. On s'est aperçu, peut-être, de la faute d'avoir affaibli la marine russe à Sébastopol. On verra aussi la faute de n'avoir pas secouru un prince vaillant et trahi, qui ne combattait à Gaëte que du tronçon de son épée. On se repentira de n'avoir pas profité du fait d'armes de Mentana. L'Europe qui avait assuré l'indépendance de la Grèce, qui voulait na-

guère intervenir en faveur de la Pologne, qui a paru de temps en temps s' intéresser aux populations chrétiennes de la Turquie, n' avait pas osé défendre le principe monarchique à Gaëte, ni défendre à Rome cette royauté jugée nécessaire à l' indépendance religieuse des catholiques !

VIII.

Il fallait attaquer l' arbre à la racine ; combattre le système qui avait engendré de telles énormités. Il fallait détruire cette unité éphémère de l'Italie qui était un embarras et un danger pour tout le monde, pour son propre gouvernement. On en avait le droit, les moyens, et l'occasion. Le moment paraissait arrivé de choisir entre la Papauté et l' unité italienne, entre l'Italie de Mazzini et le retour à Zurich et aux sages projets de la fédération. Le moment était arrivé de choisir et de fonder la vraie liberté de l'Italie sur le sol raffermi par une politique réparatrice. Sans Rome, le prétendu contrat tombait de lui-même, et les parties supposées contractantes rentraient dans leur indépendance naturelle. On aurait relevé le drapeau glorieux enseveli dans les décombres de Gaëte. Toute autre convention ne pouvait être qu' un chiffon de papier à conserver dans les archives diplomatiques. Cependant la France et l' armée pontificale empêchèrent l'Italie de s'emparer du dernier lambeau de terre restant à la Papauté. L' Italie unitaire s' en tint là pour le moment. Elle ne chercha pas à précipiter les événements, le répit l' accommodait. Mais si une guerre éclate? Et une guerre terrible peut éclater dans un délai prochain. Les annexions allemandes, les questions orientale, danoise, polonaise, les prétentions au trône d'Espagne, la mort d'un souverain, un coup de main de la révolution, une nouvelle agression contre Rome, tout peut surprendre les gouverments pour s' être endormis pendant le bouleversement des Deux-Sicilcs et le siége de Gaëte. Partout désormais on peut voir l'*allumette* danoise, qui peut exciter l'incendie. Le plus fort, ou le plus habile, peut-être, en sortira vainqueur, et peut-être contre toute justice et contre tout droit. On supposa que l' échec de Garibaldi et la perte de son prestige, étaient une punition suffisante.

IX.

L'Italianisme s'est affirmé et du premier instant avec assez d'arrogance. C'est le souvenir et l'orgueil de la race latine. La révolution italienne, dont la responsabilité remonte plus haut que M. de Cavour, est arrivée aujourd'hui à une situation qui désespère ses médecins. Elle sent que la neutralité, dans une guerre européenne, si tant est qu'elle fût possible, serait l'asservissement à une politique étrangère quelconque. Une autre guerre malheureuse lui serait pour toujours fatale. A force de dire et de répéter que Rome était nécessaire à la sûreté et à la prospérité de l'unité, on est arrivé à persuader aux partisans de la révolution que l'Italie, une fois maîtresse de Rome, n'aurait plus de dissensions, de dettes in d'impôts. Ce sont les mêmes illusions dont la révolution religieuse nourrissait l'Allemagne au XVI[e] siècle. Ainsi après s'être glorifiée d'avoir aidé à l'idée du pangermanisme, le voyant chaque jour se développer et grandir, encouragée par la nouvelle phase où est entrée l'Espagne, elle se dit que les traités de 1815 ne devant plus rester debout, chaque nation ne doit plus se contenter de ses frontières. L'Italie est celle

Che Appennin parte, il mar circonda e l'Alpe [12].

Ces bornes seules doivent rester immobiles, ce sont les frontières de la nature. Et elle se promet de profiter de toutes les jalousies de l'Europe, qui existaient déjà avant la première révolution française, et auxquelles se sont réunies les appréhensions du temps du premier empire.

X.

Et voilà où en sont réduits les États de l'Europe, pour n'avoir pas voulu s'attacher au maintien de la justice, à la conservation de la foi publique, à la garde des traités, à l'indépendance des petits États,

à l'autorité des souverains, à la véritable liberté des peuples. On a laissé se précipiter le torrent de la révolution qui a tout entrainé en Italie dans sa course effrénée. On l'a vu emporter les débris dorés de plusieurs trônes dans ses flots écumants, comme le paysan d'Horace voyait s'écouler les eaux tranquilles d'un fleuve. On fit semblant de croire que c'était la volonté du peuple qui, dans ces grands jours d'effusion patriotique, avait affirmé l'unité nationale. On parut croire à une sincère exaltation ; on ne vit pas les origines différentes, les traditions, les intérêts distincts et toutes les variétés que le climat, l'histoire, les habitudes, la langue avaient établies entre les groupes de la famille italienne. On répéta partout et plus que jamais que l'Italie était faite. Et moins on était confiant dans l'unité, plus on jugeait qu'il était indispensable de l'affirmer et de la justifier. Les prédictions de Gaëte avaient été plus oubliées que celles de Cassandre n'avaient été écoutées. Mais la logique est cruelle et la force des choses a un entrainement irrésistible. Et voilà que l'Europe ne peut seulement reprendre une confiance légitime dans la durée de la tranquillité et le maintien de la paix. Elle se voit inévitablement réduite à cette paix cuirassée qui est à la fois si ruineuse et si fragile.

XI.

Dans le moment même où le descendant de Henri IV, tout en combattant héroïquement, faisait entendre ses terribles prédictions de Gaëte, une autre voix partait d'Ancône, et envoyait aux quatre vents du ciel ses promesses aux peuples Italiens. Elle annonçait la résurrection de la nationalité italienne. La grandeur et l'indépendance, et avec elles la prospérité et le bonheur de tous seraient bientôt assurés. Les Italiens pouvaient compter sur la renaissance de l'âge d'or [13]. L'avénement de l'unité, sous le sceptre de la maison de Savoie, c'était le règne de la gloire, des sciences, des arts, de la justice. Les Italiens devaient voir bientôt les fleurs éclore sous leurs pas, sans se donner la peine de les cueillir. Dans le nouvel *El dorado* italien, les harpes n'auraient plus eu qu'à accompagner les

hymnes qu' on aurait partout entonnés à ce règne d'Astrée. On devait s'attendre à tous les prodiges qu' enfante la liberté. La voix d' Ancône proclamait sortout hautemeut que le nouveau règne allait rétablir le sens moral perverti 14. Pizzare ou Cortès n'auraient pas fait de telles proclamations, ni les Américains du Nord aux Peaux Rouges. Mais on allait briser les chaînes de peuples esclaves, qui ne paraissaient pas trop prédisposés à la prétendue liberté qu' on leur offrait. Machiavel, vivant de nos jours, ne professerait et n'appliquerait pas les expédients et les préceptes qu' il jugeait être bons pour son temps. Il ne croirait pas qu' ils pussent réussir. Mais ceux qui suivaient le proclamateur d'Ancône et marchaient à la conquête de la toison d' or, sentirent qu' ils étaient isolés dans le pays. Sans autre mérite que l'ingratit de, sans autre principe que la trahison, ils étaient convaincus qu' à leur avènement au pouvoir, ils ne pouvaient devenir maîtres tranquilles de la péninsule qu' à la condition de la rendre heureuse. Après la grandeur, il fallait promettre la prospérité des finances, de l'agriculture, de l'industrie ; et surtout, parlant aux Italiens, le progrès des sciences, des lettres, et des arts. Il en coûte si peu de promettre. Ah! comme il dut sourire d' aise le comte de Cavour, comme il dut être glorieux de son habileté et de la docilité et de l'adresse de ses acolytes! Ils savaient si bien répéter ce que, depuis soixante dix ans, tant d' autres avaient dit et redit avant eux!

XII.

Et l' Europe d'applaudir. On dit même que les faits, après avoir existé un certain temps, ne tardent pas à être appelés des droits. Et c'est dans la patrie de Bossuet, qui disait qu'il n'y a pas de droit contre le droit, qu'on osait proclamer cette prescription qu'invoquent les voleurs! On fit d'emblée ce qui était facile: et tout fut accepté pour quelque temps en silence. Mais où sont-elles maintenant toutes ces évolutions de parade, ces harangues creuses et redondantes des premiers jours, ces parodies de la révolution française et de toute révolution? Où sont-elles toutes ces adresses au Prophète d'Ancône,

que tout le monde se mêlait de rédiger, surtout ceux qui n'avaient pas de qualité pour cela, ou celles que les journaux inventaient? Où sont-elles ces démonstrations patriotiques, ces drapeaux, ces illuminations, ces revues de tant de Bayards scéniques? Cette idée fixe de l'unité italienne, cette résolution fiévreuse des Piémontistes de réussir au prix même de la justice, cette foi aveugle dans ses propres forces, dans ses destinées, où est-elle maintenant? Où sont-ils maintenant tous ces rédempteurs, comme ils s'appelaient dans leur jargon, qui disposaient du pays sans le pays? Comment se sont-elles accomplies, ces décevantes promesses d'Ancône? Tout a été déception, depuis huit ans. C'est le martyrologe des succès toujours avortés de la maison de Savoie. Le glas funèbre a sonné sur ce colosse improvisé, pour l'élévation duquel on avait déchiré la carte de l'Italie. Le peuple italien est-il aujourd'hui, nous ne disons pas engoué, mais simplement résigné à supporter la situation qu'on lui a faite et les institutions politiques qu'on lui a imposées? Trouve-t-il dans l'état, que lui ont fait la fraude et la trahison, les satisfactions morales et matérielles qu'on lui avait promises? Oh! combien est profond l'abîme où est tombée cette Italie, jadis si digne de l'intérêt du monde! On peut dire, sans être démenti, à tous ceux qui, dans les premiers jours, s'agitaient, paradaient, parlaient de leur mission de rédempteurs ce que Rousseau disait de la Pologne: Vous avez dévoré l'Italie, mais vous ne pouvez pas la digérer.

XIII.

Une suite non interrompue de crimes, de fautes, de flagrantes inconséquences et d'avortements les plus désastreux ont tout détruit. On cherchait la résurrection nationale, l'indépendance et la grandeur du nom italien dans l'unité. Or cette unité les a-t-elle conquises? Oui, on a le verbe haut, surtout dans les Chambres; on parle souvent de la grandeur et de la force de vingt-cinq milions d'Italiens. On est toujours prêt à dégainer, à batailler comme le héros de la Manche. Mais il paraît qu'on a encore au besoin le petit mot pour rire, quand on dit aux Italiens qu'ils n'auront

qu'à faire briller la flamme de leur longue épée pour que l'Europe tombe à leurs pieds. Oui, l'Italie peut bien se coucher dans la gloire comme le soleil dans la mer. Les Napolitains ont pour se consoler, le souvenir que ce furent leurs compatriotes qui s'ensevelirent dans les eaux de Lissa! Ah! Custozza fut aussi baignée du sang Napolitain. Cependant il y eut un prince qui ne voulut point que son frère combattît contre les Italiens dans les plaines de Vérone et le fit partir pour Sadowa. Ce fut le roi des Deux-Siciles, Francois II. Il ne voulut point voir une épée fratricide dans la famille qui a hérité de l'épée de Henri IV. Il savait que c'est la dignité dans les malheurs qui est l'arme la plus victorieuse. L'armée unitaire ne s'est montrée que quand le mécontentement a produit des révoltes. On les a apaisées dans le sang pour qu'elles ne se transformassent pas en révolutions. Le libéralisme en Italie, comme partout, voulait que ses victimes restassent muettes, que tout fût accepté encore en silence. Le despotisme n'aime d'autre bruit que le sien. Cependant les généraux demandaient aux journaux de retentissants échos. Il y eut des plumes qui louèrent Cialdini d'avoir brûlé des villes, et Cadorna qui montra à Palerme la bénignité du tremblement de terre. Il est des hommes que la démolition et la destruction amusent. Les généraux La Marmora et Cialdini se renvoyèrent par la presse les plus terribles accusations. On ne retint les éloges que pour soi-même. Nous ignorons si ces généraux s'amusent de leurs apologistes, ou s'ils nourrissent un véritable et secret mépris pour leurs thuriféraires. Mais pour ce qui regarde l'indépendance promise, la gloire de tous ces généraux n'a que perpetué cette vieille histoire: quand l'Italie triomphait par le bras de l'étranger, ou qu'elle succombait, c'était

Per servir sempre o vincitrice o vinta.

XIV.

L'armée italienne a été disproportionnée avec la situation financière et économique du nouveau royaume. On s'est obstiné à la main-

tenir comme s'il ne restait qu'à compléter l'oeuvre de l'indépendance. Mais il n'y a pas de bonnes armées sans bonnes finances et pas de bonnes finances sans bonne politique. Or, quelle a été la politique du royaume Italien à l'intérieur, et à l'extérieur?

L'Italie unitaire a voulu grandir non seulement révolutionnairement, mais encore rapidement. Or, le propre de la révolution, c'est d'ôter au gouvernement d'un peuple tout caractère et toute condition de fixité et de durée. Si la révolution était la permanence et la stabilité, elle ne serait plus la révolution. On avait rêvé l'apothéose de la race italienne: et on prétendit réunir dans un dessin harmonieux des parties essentiellement hétérogènes. On avait invoqué incessamment le passé glorieux, et depuis Montesquieu l'exemple de l'Angleterre: et tout à coup on oublia ce passé et l'on déserta cet exemple. L'Angleterre a toujours souhaité de tout dériver du passé. Nos titres, disait Burke, ne flottent pas en l'air et dans l'imagination des philosophes.

Mais Cavour voulait se hâter, précipiter les évènements, et il fut aussi violent qu'incapable. Il oublia le traditions de l'histoire d'Italie, et les conditions fondamentales de l'existence des peuples. Tout condamnait l'unité. On l'a souvent répété, et répété jusqu'à satiété. Tout la condamnait: histoire, géographie, moeurs, intérêts, politique, équité. L'Italie était une nation monarchique et catholique. La monarchie devait sortir de la raison, des voeux, et de la conscience des différents peuples de la nation. Une monarchie de convention et d'élection offrait de grands obstacles et de plus grands dangers. L'Italie voulait vivre comme toute nation civilisée et chrétienne. Car c'est sa foi qui la conduisit au plus haut degré de sa splendeur. Mais on voulut, et avec précipitation, tout déplacer et tout ramener à un centre imaginaire. On oublia avec affectation les exemples les plus récents de l'histoire. L'unité italienne était une conception anglaise, comme l'érection de la Hollande en royaume des Pays-Bas, et la constitution du Piémont. Là, comme en Italie, on n'eut aucun égard à l'antipathie des peuples et à l'opposition de leurs intérêts. Et le Génois et l'habitant du Piémont ne maudirent pas moins que le Belge et le Hollandais, l'instant qui les avait réunis,

XV.

La violence et la précipitation, qui est le propre de toute révolution, lancèrent la société italienne à pleines voiles vers l'inconnu. Et l'esprit de la révolution devait bientôt placer ce gouvernement improvisé, dans une position où il n'aurait plus la liberté de se mouvoir. Il ne pouvait pas établir un système qui découlât de l'histoire et du travail des siècles. On allait créer un État destiné à mourir parce qu'il ne pourrait plus se réformer. La mort était à la racine de l'arbre, qui ne pouvait plus être qu'un tronc mort où nulle greffe ne réussirait. Et on pouvait dès lors se demander combien de temps durerait cet état de choses à l'avenir? On ne vit point qu'un tel royaume devait périr d'atonie et de misère, et qu'il ne pouvait être dès son origine et par son origine qu'une déprédation, mêlée de vanterie et d'impuissance. Tout devait être frappé de torpeur, tous les actes du nouveau règne devaient être nécessairement autant d'aveux de l'inanité de ses efforts. Tout gouvernement devait nécessairement avoir une vie factice et précaire. Le pouvoir sans volonté d'agir, aurait été impuissant à agir lors même qu'il l'aurait voulu. L'autorité et l'appui lui auraient fait complètement défaut. On ne vit pas cela, et on laissa échapper à Villafranca la dernière occasion peut-être de régénérer l'Italie. Mais on voulut l'unité à tout prix, un droit nouveau dont la rédaction fut abandonnée à la démocratie de jour en jour plus envahissante. On s'était vanté que l'Italie ne s'en troublerait guère. Et, en vérité, elle eut, hélas! assez de coupables indifférences. Cependant si les peuples ne se ressemblent point, les passions révolutionnaires sont partout les mêmes. Aurait-on fait moins précipitamment tout ce qu'on aurait dû, on n'aurait jamais pu faire l'impossible. Or que pouvait-on pour des populations dont les intérêts n'étaient pas identiques? Les princes devaient se dépopulariser et les peuples se diviser plus que jamais.

XVI.

Mais on se flatta de devenir populaire, parcequ'on s'était efforcé de faire croire à l'impopularité du voisin. On parla d'indépendance, de grandeur, de progrès, de morale, de tout ce que la révolution peut promettre, mais de ce qu'elle ne peut pas accomplir. A l'entrée de Garibaldi à Naples, ses séïdes avaient déjà racheté la dérision de Dieu par l'adoration d'un homme. C'est assez l'usage, comme on sait. Et bientôt on fut témoin de la liberté et de l'héroïsme de l'unité. On avait parlé de nation à Ancône, et bientôt ce ne furent qu'une légion de déprédateurs, des cohues d'aventuriers entrés dans le droit public du gouvernement, au moyen des sociétés secrètes et plusieurs avec les stigmates de la justice. Bien d'autres ne furent récompensés que pour avoir eu une seule audace, celle de la trahison et de l'ingratitude. Après le triomphe d'une révolution, les vainqueurs sont difficiles à satisfaire. Ils croient volontiers à leur mission, qui leur commande de se mettre à la place des autres pour ranger aussi des pays sous leur tutelle. En Italie, ce ne fut que plus tard, et inutilement, que la presse se prit à imprimer ses flétrissures sur les visages de ces unitaires, sortis tout à fait comme Vénus de l'écume d'une mer en furie. Dans ce siècle de métamorphoses et de décadence, ce sont ces hommes qui devaient prévaloir. Ils voulaient courir, et les fossés les plus fangeux ne les ont pas arrêtés. En peu de temps ce fut une fourmilière, un nombre infini de fonctionnaires et d'employés salariés et tout harnachés de décorations et de colliers. Ils ne s'empressèrent autour du pouvoir que pour mettre un masque de plus sur des visages préparés à l'hypocrisie par l'habitude des conspirations. Et le pouvoir, dès le premier jour de l'unité, ne fut qu'une démocratie en livrée de cour. Cette démocratie commença par être odieuse, et finit bientôt par devenir ridicule. Elle ne se faisait remarquer que par où elle avait plus d'avantages. Les chefs s'en allaient à la chasse des portefeuilles, les écuyers à la chasse des biens domaniaux et ecclésiastiques. Ils érigèrent la vénalité et la lâcheté en principes constitutifs du nouveau

règne. Ils tenaient, comme moyen de fortune, à afficher hautement l'intolérance de l'athéisme. En attendant, ils travaillaient à tout sans se tenir forcés d'en croire un mot. L'habileté dans une révolution consiste à ne croire plus à rien, et moins encore à l'honneur et à la fidélité. Ainsi, c'est grâce à ces satellites du gouvernement qu'il n'y a pas eu de politique à l'intérieur, mais une fermentation de convoitises qui n'a fait que grandir chaque jour. Aucun ne voulait conserver la précédente pauvreté de sa vie. Ainsi, le vol, qui oserait désormais le nier? ne déshonore plus, comme en Orient. Le fonctionnaire prévaricateur est respecté dans l'Italie unitaire aussi longtemps qu'il est impuni. On loue même comme habileté le vol, parce qu'il est heureux. Le peuple, cependant, qui par suite des vieilles traditions d'honneur et de justice, n'est ni aveugle, ni indulgent, scrute, depuis huit ans, certaines situations personnelles. Il remonte à l'origine de certains luxes, compare le passé avec le présent, et se rend raison des fortunes improvisées par la rude brutalité des faits.

XVII.

Ainsi, l'anarchie qui n'a fait que s'accroître, était toujours en grande partie l'ouvrage des parvenus. Cependant il en est des concessions et des dilapidations comme des scandales de la vie privée : elles ont besoin d'une atmosphère spéciale de désordre moral pour vivre et se soutenir. Ainsi, les hommes du gouvernement italien, ne voulant pas démordre de leur domination si fructueuse et si productive, se tiennent liés entre eux et s'efforçent de conserver à tout prix l'état actuel de l'Italie. D'ailleurs, non contents d'insulter, ils ont voulu, et du premier instant, châtier leurs adversaires. Ils ont voulu même intéresser à ce châtiment le peuple, la révolution, l'Europe. On avait protesté dans le manifeste d'Ancône, qu'on voulait assurer le droit, la tranquillité; on avait prétendu aimer la liberté: mais tout cela on ne le voulait que pour soi et ses amis. D'injustes aspirations et leurs convoitises ont entraîné la destitution de tant de magistrats insignes, de fonctionnaires capables et fi-

dèles et la mise en retraite accordée comme une grâce. Maintenant, ils se sentent isolés. Les sanglants évènements de Turin séparèrent les Piémontais de cette coterie, à laquelle on attribuait la Convention de Septembre et la translation de la capitale à Florence. Le cri de la Permanente: Rome ou Turin, c'était un cri de guerre éternelle contre la *consorteria*. Les hurlements de désespoir et de rage, élevés de Pontelandolfo et de Palerme, brisèrent tout lien entre l'Italie du nord et celle du midi. Cependant les vautours qui ont dévoré les entrailles de l'Italie, se sentent désormais responsables des immenses désastres de leur pays. Et puisque leurs vengeances, leurs immoralités et leurs convoitises ont occasionné ces luttes où l'Italie, au milieu de difficultés de toute sorte, est plongée, ils sentent qu'ils ne peuvent plus vivre chez eux, si un changement quelconque venait à se réaliser. Et quand un parti en est arrivé là (et ce parti constitue tout le gouvernement italien) il appartient à qui veut le prendre ou l'acheter. Ainsi, on ne doit pas ignorer au palais Pitti, que, sentant trembler et chanceler le sol sous ses pieds, et, redoutant les restaurations ou l'avènement d'une autre révolution vengeresse, le parti gouvernemental a tourné deux fois ses yeux vers le nord. Il a frappé à la porte de l'étranger pour trouver un roi. C'est un art qui a depuis longtemps ses maîtres.

XVIII.

Ainsi, grâce à ce parti surtout, le gouvernement italien a inspiré le plus profond dégoût pour cette unité qui, selon les promesses d'Ancône, présageait l'indépendance, la paix, la dignité, l'honneur rétabli, la prospérité restaurée! Et ces promesses qui offraient l'espérance d'une Italie grande, forte, la résurrection des anciennes gloires, ne se sont autrement réalisées, pendant huit ans, que par la démoralisation, l'oppression et l'esclavage. En effet cette grandeur de desseins qui fait la destinée des nations ne pouvait pas sortir de la violation de la foi, des traités, du droit, de la justice. Et quand la politique est un trafic d'opinions, et que l'habileté consiste à ne croire ni à la fidélité, ni à l'honneur, quelle conquête morale

pouvait-on faire? De Maistre a dit que la fortune donne à qui elle veut la puissance, la richesse, les couronnes, mais que nos coeurs sont à nous. Et l'Italie, pays de longs souvenirs, à qui on jetait en face l'outrage de vouloir la moraliser, avait-elle donc perdu le sentiment élevé de l'individualité, la religion, les moeurs? Surtout dans les dernières couches de la société italienne on devait rencontrer l'inflexible droiture des convictions. Le peuple italien ne pouvait oublier sa foi qui l'a constitué et lui a inspiré l'héroïsme qui sauva et établit autrefois son indépendance. Etait-ce donc le moraliser que de chasser et d'enchainer ses évêques, de fermer les couvents, de laisser mendier les prêtres et les moines, dépouillés de leur patrimoine? Etait-ce le moraliser que de changer les églises en étables et en casernes, en permettant de bâtir des temples évangéliques et d'inonder la péninsule de bibles protestantes? Et cependant quels sont les prosélytes faits par la propagande biblique? Un ou deux moines défroqués, impatients de contracter un concubinage autorisé! Était-ce un exemple de moralité qu'on donnait au peuple italien que de dépouiller de leur domaine privé les princes légitimes, que n'avaient pu protéger ni le droit public, ni l'inviolabilité des couronnes, ni l'indépendance des nations? N'était-ce pas quelque chose de plus injuste et plus odieux encore, que de s'emparer violemment et contre la foi publique des États d'autrui? Etait-ce une leçon de morale, ce déplorable et journalier gaspillage des deniers publics? les Italiens unitaires ne montrent pas même la sagesse de Sancho : ils volent les dépôts publics, fraudent les Banques, et s'envolent avec les caisses! Cartouche et Mandrin au moins affrontaient la mort et bravaient l'échafaud. L'exemple de moralité le plus constant que l'Italie voit, depuis huit ans, c'est celui de Basiles qui se heurtent à des Figaro, de Phrynés et de Gabrines qui encombrent les rues, et de tous ces hypocrites de la liberté qui ne s'appellent pas Tartuffe, et qui méprisent Gagino parce qu'il est mort les armes à la main. C'était un voleur vulgaire.

Au milieu de la prostitution légitimée par un tribut au gouvernement, des vols, des concussions, des faux organisés sur la plus vaste échelle, les rues des principales villes sont livrées aux ébats

du poignard des sicaires. Les prisons regorgent de malheureux, privés de communication au dehors, et jetés sans distinction d'âge, de conditions, et de délits. Des hommes détenus pendant quatre ans ont vu arriver la mort avant le jugement. La torture y est devenue instrument de discipline, et souvent la folie a précédée la mort de ses victimes. Résultats et bénéfices de l'unité et des promesses d'Ancône, vous voilà! Ce serait à douter de la justice d'en haut si, ce qu'à Dieu ne plaise, cet état pouvait continuer.

XIX.

Et la magistrature, cette personnification du devoir et des saines doctrines d'autrefois, où est-elle? Elle a disparu, avec toutes ces vertus touchantes que la foi inspirait. Celle qui lui a succédé regarde insouciante toutes ces diversités de désordre moral qui en peu de temps ont envahi l'Italie d'un bout à l'autre. C'est que la déroute des âmes, bientôt après le manifeste d'Ancône, avait suivi la chûte des lois. Le désordre devint une habitude, il n'étonna plus personne, et la justice disparut dans ce grand désarroi moral. Municipalités, force publique, magistrature, tous, depuis huit ans, sont devenus de plus en plus complices, par peur ou par faiblesse. Et plus le crime est horrible, et plus difficilement on en punit l'auteur. La tombe du procureur général Cappa est à peine fermée. Et voilà où en est aujourd'hui la reconstitution du sens moral, annoncée d'Ancône, comme puissant mobile des annexions. Il n'en pouvait être autrement, puisque la perversion du sens moral, fruit de la révolution, avait amené au culte du succès et à l'adoration de la force. De là l'iniquité triomphante, puisque la fin justifiait les moyens. Dans un gouvernement, où n'entraient plus que les règles du jeu, puisque la souveraineté du but était la doctrine favorite, la corruption de la conscience publique devait bientôt suivre. Il appela progrès tout ce qui n'était que des signes d'un affaiblissement progressif. Alors que le pouvoir, en Italie, appartenait tantôt aux uns, tantôt aux autres, ce devaient toujours être des mains peu

éprouvées, si tant est qu'elles fussent pures, qui devaient l'exercer. Voilà la morale, non pas de la fable, mais de l'histoire.

On a nié, et l'on niera longtemps encore, cette rapide succession de désordres, de concussions, de dilapidations, de violences à la place de la loi et de la justice, qui, pour le gouvernement, étaient des fautes et des méfaits accumulés. On a mieux aimé s'en prendre à la réaction, aux germes laissés par les anciens gouvernements, aux princes dépossédés. Il était aisé de dénoncer Rome et le palais Farnèse comme des foyers de conspirations. Un désordre qui éclatait, un malheur, une honte, tout était la faute des autonomistes. A eux la responsabilité de ce qui dépérissait ou tombait; ils ne gouvernaient rien, et on leur imputait tout ce qui ne réussissait pas. Les légitimistes eurent longtemps l'absurdité à leurs trousses. On les harcela, on ne leur laissa aucune trêve. Mais l'emploi de l'absurdité ne réussit pas longtemps, pas même auprès des multitudes qu'il a pu égarer pour quelque temps. C'est qu'on fut, et dès les premiers jours, ébranlé par les signes toujours plus accentués de la grande résistance qui vivait encore dans la société politique des Deux-Siciles. On n'y avait pas eu une grande confiance dans cette ambition enivrée de la résurrection nationale.

XX.

Dans le moment même où l'on foulait aux pieds un sol tout frémissant encore de la chûte de la monarchie de Charles III, on niait hautement toute comparaison qui ne flattait pas le patriotisme unitaire. Un ministre, à qui on reprochait les exécutions militaires dans le royaume de Naples, répondit fièrement de la tribune qu'on se trompait, qu'on avait voulu parler du général Manhés, non d'un général italien. Il paraît que ce ministre n'avait jamais entendu parler de Pinelli, de Neri, de Galateri, de Fumel. Il n'avait jamais eu connaissance des proclamations des intendants de Teramo, de Lecce, de Foggia. Le nom de ce Bosco qui avait immolé six innocents sur une simple dénonciation; de ce Maliverni qui avait fusillé des paysans, parce qu'ils ne pouvaient pas lui indiquer l'asile des bri-

gands; de ce brillant officier, ce Bigotti, qui hâchait à coup de sabre ceux qui restaient debout après la décharge de ses soldats; de l'enthousiasme de ce brave qui tirait des coups de pistolets contre tous ceux qu'il rencontrait à Auletta; de l'humanité de ceux qui brûlaient, par douzaines, des laboureurs, des charbonniers, des bûcherons à Petralia, à Montescaglioso, à Bovino, au Gargano. Aucun de ces exploits n'était arrivé à l'oreille de ce ministre. Il ne s'était pas arrêté devant les ruines encore fumantes de vingt huit villes ou villages; il n'avait pas bronché contre les ossements des victimes, encore privées de sépulture. Et eussent-ils été vingt ou trente mille, car ils n'étaient alors que sept ou huit mille, pourquoi avaient-ils osé s'opposer à la régéneration de la patrie? Des villes bloquées et privées d'eau, des familles trainées en prison pour un seul réfractaire? Mais aussi, comment ne pas comprendre qu'il fallait mettre sur pied une belle armée? On s'était plaint de la mortalité des prisons. Comme si l'on eût pu prétendre que le typhus eût dû demander la permission de s'y introduire! Jamais n'était arrivé à l'oreille de cet intrépide ministre le bruit des *révulsifs volants* appliqués à Cappello, ou la mort d'un Martino, ou d'un Del Zio qui, mourant dans d'horribles souffrances, tournait ses yeux vers sa mère absente et sa patrie lointaine,

. . . et reminiscitur Argos!

Non, le ministre n'avait rien su, n'avait rien lu; ou il avait seulement éprouvé un doux frissonnement, comme en lisant les exploits de Han d'Islande. Il convenait bien à ces Napolitains de se plaindre et de se dire les Maronites de la péninsule! Enfin les généraux et les soldats ne sont pas des missionnaires, et pouvait-on se soucier seulement de Naples et de la Sicile, quand il s'agissait de la résurrection de l'empire Italien?

XXI.

Nier sans chercher des remèdes, c'était la perversité greffée sur la maladresse. Mais dès la chûte de Gaëte, dont la défense héroïque

n'avait été pour le gouvernement italien qu'une noble folie, il avait l'air d'un Épiménide à peine réveillé. Il se voyait déjà condamné à vivre au jour le jour. Les mensonges d'un gouvernement n'ont pas la vie dure. On fit bientôt le bilan de l'arbitraire de ce pouvoir qui devait assurer l'unité, l'indépendance et la liberté de l'Italie. Les unitaires avaient prétendu être la majorité libre et éclairée de la péninsule. Mais ils n'avaient toléré qu'une presse en harnais unitaire. La presse de la prétendue minorité avait été abandonnée au caprice d'une populace enrégimentée. Mais l'opinion publique s'éveilla, elle devint peu à peu alerte et inquiète. Les remèdes violents furent réprouvés et la vérité se fit jour. C'est depuis lors que le gouvernement unitaire a vu dans la presse les caractères vengeurs des festins de Balthazar. Et maintenant, c'est un sabbat plein d'enseignements que celui de la presse. On croirait entendre le ricanement sardonique d'un satyre ou d'un trépassé. Le gouvernement avait nié, pendant deux ans, avoir invoqué à Naples le bras des *camorristes*, cohue formée de la lie de la cité, pour intimider ceux qui n'étaient pas convaincus de la possibilité de l'unitarisme. Eh bien! il se vit obligé de les arrêter tous dans une nuit et de les reléguer dans les îles de la Toscane. Il avait nié la réaction du peuple napolitain, et il fut obligé de nommer une commission pour cette examen pathologique. Mais il se donna bien de garde d'en publier le rapport. Il avait nié les terribles exécutions des généraux : et il fut contraint de leur retirer le commandement par une pitié posthume. On avait parlé d'ordre et de tranquillité, et voilà que les journaux furent remplis de récits de fuites de fonctionnaires emportant les dépôts et les caisses, de faux, de vols, de meurtres, d'attentats de toute sorte commis chaque jour dans toutes les villes d'Italie. On avait parlé du brigandage comme d'une maladie endémique de Naples, et il se montra bientôt en Piémont, en Toscane et dans les Romagnes. Par-ci par-là, on avait été obligé de proclamer l'état de siège. La statistique criminelle fut le moniteur du gouvernement unitaire. Les rentrées des magistrats furent un reproche et un avertissement. Le Procureur général de la Cour royale à Naples calcula que dans sa seule juridiction, en trois mois, avaient été commis autant de crimes

que dans la moitié de la France. On voulut cacher l'état des prisons, et voilà qu'une voix noble, autorisée, dévoila l'état épouvantable des prisons napolitaines devant le Parlement britannique. Et on n'osa pas la réfuter. Des journaux dénoncèrent les tortures qu'on appliquait dans les prisons, on eut encore quelque velléité de le nier; mais le fait fut constaté par le jugement des magistrats. Et ce fut la première fois qu'on eut à respecter la première qualité du juge, l'indépendance.

XXII.

Et quels sont les progrès qui ont pu être réalisés, quelles sont les conquêtes qu'a faites le pouvoir, pendant huit ans, dans les sciences, les lettres et les arts? Quelles sont les célébrités qui ont échappé au naufrage des différentes autonomies italiennes? Les anciens serrent les rangs pour ne pas laisser voir les vides qu'y fait la mort. Oui, les vieux s'en vont, hélas! et leur souvenir ne servira pas d'exemple à la jeunesse italienne! Les grands chênes tombent sans que les taillis poussent. Les arts et les lettres ont besoin de la paix, et la révolution a jeté la péninsule dans l'atrophie. La chambre elle même a fait savoir au monde entier que le plus grand désordre régne dans l'instruction publique, et que l'ignorance du peuple est épouvantable. Oh! et d'ici à dix ans, si tant est que le royaume italien puisse avoir encore cette durée, c'est la génération présente qui sera appelée aux fonctions publiques et à la direction de l'Etat! Tout est solidaire dans un État, la politique, la prospérité publique, et les lettres et les arts. L'association des beaux arts avec les lettres aux XVI[e] et XVII[e] siècles avait prouvé l'influence que les uns exerçaient sur les autres. Galilée, l'Arioste et le Tasse furent à peu près les contemporains de Michel-Ange, de Raphaël et de Cellini. Et les gouvernements italiens tâchaient de faire oublier dans les fêtes et les pompes les maux de la guerre civile et de la guerre du dehors. Et maintenant, depuis huit ans, la révolution s'est imprégnée dans l'esprit de la jeunesse, comme l'eau forte qui pénétre le métal. Elle en a volatilisé les parties les plus nobles et y a déjà produit une

rouille qui la ronge. On conspire dans les universités, on y excite les tumultes des places publiques, on s'y exerce aux armes, et la cuirasse qu'on ambitionne c'est la chemise rouge. On n'a pas même des talents dissipés, et les artistes n'arrivent plus à l'Italie pas même par fragments. C'est la même phase parcourue par la révolution anglaise et par la révolution française. Il n'y a plus de livres imprimés, mais des journaux improvisés et quels journaux encore! La musique a perdu cette magie d'autrefois, elle ne sent plus le soleil de Naples; l'architecture, qui est l'écriture des peuples, selon Châteaubriand, se cache au milieu des décomb es; les arts n'ont fait qu'une exposition d'emprunt, il y a huit ans. A Florence, Omar a pris la place des Médicis; le marteau a abattu, enfoncé, détruit les gloires du passé qui devaient engendrer les gloires de l'avenir. Partout ce fut un sacrilége journalier contre les monuments et les richesses artistiques, patrimoine de toute l'Italie. Voilà cette grande époque de renaissance où la politique, les lettres et les arts devaient jeter un merveilleux éclat. Et tandis qu'on va chercher partout une croyance, que le monde s'agite pour trouver l'autorité et le pouvoir, on n'a de foi en rien, et on a voulu qñe les Italiens ne la trouvassent plus dans la vieille religion de leurs pères. Les peintres et les statuaires sont refugiés à Rome, seule verdoyante oasis au milieu du Sahara italien.

XXIII.

Avec cette politique à l'intérieur qui, en huit ans, a déjà rendu l'unité un vieux monument qui tombe en lambeaux, et ne peut abriter ni les hommes, ni les institutions, quelle politique pouvait-on déployer à l'extérieur? On avait parlé à Ancône d'indépendance et de liberté, et l'Italie fut bientôt indépendante et libre... comme le moulin à vent. Elle attendait le souffle des Alpes pour se mettre en mouvement. Les deux pôles de l'unité étaient Venise et Rome. Se tourner vers la première était encore une hardiesse généreuse. Le quadrilatére était une terrible barrière. Se tourner vers la seconde était une faute On ne vit pas, ou on ne voulut pas comprendre que l'avenir

de l' Italie dépendait uniquement de celui de Rome, mais non de sa possession matérielle. La vie et le mouvement dans la péninsule avait toujours rayonné de la circonférence au centre pour retourner du centre à la circonférence. Et le centre de l'Italie avait toujours été Rome. C'était vouloir détruire les traditions historiques, et se placer contre le sentiment général des catholiques de l'Europe. Mais on déclara Rome capitale d'Italie, pour ne pas éveiller peut-être les rivalités municipales de la péninsule. On répéta et on répète encore ce raisonnement de loup, qui révolte la conscience publique. Ainsi, en même temps que l'Italie, depuis le guet-à-pens de Castelfidardo, continuait à perdre les sympathies des peuples de l'Europe, l'Eglise et son chef auguste devaient recueillir les témoignages du dévouement du monde entier. Le jour pouvait arriver où l'opinion publique, dans le sens de l'immense majorité des catholiques, ferait une forte pression sur les gouvernements mêmes de l'Europe. Pour ne pas recourir à Rome, protectrice naturelle, qu'on avait pourtant invoquée en 1848, on se décida à la combattre. On se prit à broyer sous les pieds la religion catholique, parce qu'elle signifiait, croyait-on, réaction et résistance, tandis qu'elle pouvait devenir autorité et discipline. Les idées d'ordre sont la meilleure garantie de la liberté, et l'Angleterre fit une révolution, l'évangile à la main. On préféra dédaigner cette alliance, ce gage de bonheur, de paix, de régéneration publique et privée pour l' Italie, et pour le monde peut-être. Depuis la guerre de 1866, si malheureuse pour le nouvel empire latin, mais si heureuse par ses résultats matériels, avec l'acquisition de la Vénétie toute tolérance ultérieure envers Rome parut un crime. Et alors même que le gouvernement Italien eût été encore plus sage, que pouvait-il alors contre tous les emportés médiocres, contre les furieux ineptes, dont tout le génie consiste à tout abattre? On avait recours à la convention de septembre, comme à une conciliation. Mais en quoi pouvait consister une conciliation entre l'Italie unitaire et le Saint-Siége? La convention n'était qu'un marché de dupes. Ainsi l'on ne put amener l'épopée italienne autrement qu'à travers les rues ensanglantées de Turin à une nouvelle intervention française à Mentana, à un reculement

humiliant, à la perte de toute confiance dans la foi du gouvernement. Mais on avait été encouragé par les événements qui avaient déchiré la carte de l'Europe centrale, et par la prévision des événements qui pouvaient la modifier encore. Cependant cette organisation de l'Allemagne en grande puissance militaire devait avoir un résultat tout opposé. Désormais, loin de s'éloigner de Rome, les Français doivent nécessairement s'y fortifier. Autrefois c'était pour la France un devoir seulement de grande puissance catholique, un engagement d'honneur historique. Maintenant c'est la politique, la sûreté stratégique qui l'exigent. En effet l'Italie n'a-t-elle pas consacré à s'armer les derniers débris de sa fortune? Ne s'est-elle pas trainée aux pieds de la Prusse, ne s'est elle pas mise aux pieds de la Russie, n'a-t-elle pas rampé aux pieds de l'Angleterre pour chercher à mordre ceux de la France? Et la violation do la convention de septembre ne fait elle pas raisonnablement craindre qu'elle oublierait toutes les affinités qui existent entre elle et la France, parce que la France protége Rome? Et peut-on croire qu'elle n'ait pas trempé dans l'insurrection d'Espagne, pour ôter ainsi un appui au St. Siége et une alliée à la France? Et c'est par cette politique que l'Italie vit toujours davantage s'augmenter son impuissance et s'accroître le malaise, le découragement, à l'égal de la méfiance qu'elle inspire.

XXIV.

Sans une bonne politique, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur, on ne pouvait pas avoir de bonnes finances. Maintenant il faut détourner les yeux du gouffre des finances unitaires. Quel que soit l'optimisme des parvenus, ils n'ont pas la verge pour faire jaillir les eaux d'un rocher. Depuis huit ans, tous les budgets sont prévus en excédents et réglés en déficit. C'est un usage pieux que rien ne détruira... jusqu'à la banqueroute. Mais à quoi bon les budgets, puisqu'on ne donne jamais de comptes? D'ailleurs les articles d'un budget ne sont pas articles de foi. Chaque discussion sur les finan-

ces est un verdict de culpabilité. Comme l'on ne peut pas combler l'abîme, on le couvre soigneusement. On escomptera la ruine financière qu'on a inutilement masquée. Combien de dépenses qu'on n'osera jamais avouer, combien de dépenses pour tenir serrés les rangs d'une majorité disciplinée! Le gouvernement Italien n'à végété, depuis huit ans, que par des spoliations qui ne lui profitèrent pas, et par des emprunts qu'il est incapable de payer. Il a presque huit milliards de dettes. Cependant on avait trouvé en 1860 dans les pays annexés les trésors et les caisses qui regorgeaient d'argent. La révolution avait trouvé des masses calmes, laborieuses, et tout à coup le commerce commenca à décliner, l'industrie à péricliter, l'agriculture à périr. Bientôt elle sera aux abois. De là, impossibilité d'accroitre les revenus pour le présent, et de se ménager aucune économie pour l'avenir. Les capitaux, qui aiment la confiance, se resserraient déjà depuis 1860. L'année suivante, il y avait déjà gêne et pénurie. Lorsque la confiance s'éteint, la crise des finances devient rapide, rien ne peut l'arrêter. En matière de crédit la volonté impérative d'un pouvoir ne peut rien. Tous les projets échouent devant la méfiance publique. En 1866, il aurait fallu d'éblouissantes victoires, et des succès capables de donner une meilleure direction à l'esprit public. Mais on arriva à Lissa et Custozza, et les peuples ne consentent à payer que les victoires. On avait recommandé la guerre immédiate, la politique d'action, la politique d'agitation. Après la guerre, on vendit tout ce qui était encore à vendre. On avait vendu les chemins de fer, comme on devait vendre plus tard l'administration et la régie des tabacs. On connaît la pitoyable histoire des emprunts Italiens. Mais qu'importe? Si les affaires publiques vont mal, celles des ministres et de leurs leudes n'en vont que mieux. On eut recours au papier-monnaie, au cours forcé : et le peuple, quand l'argent eut disparu, se trouva en possession de ces petits chiffons de papier à filigranes qui, dès leur émission, perdaient 10 et même 20 pour cent. Qui pourrait apporter un remède efficace à un mal aussi désespéré? Serait-ce la presse? Mais elle ne peut qu' indiquer les bas fonds et prédire le naufrage. Serait-ce le Parlement et ces économistes de Florence qui, sans argent,

voulaient abolir le cours forcé, sans limiter l'émission du papier de la Banque? Seraient-ce ces modestes sénateurs qui, après avoir débité un discours écrit par un ami de la maison, s'en retournent chez eux pour s'endormir sur leurs lauriers? Ainsi on érige les expédients en axiômes, et on se couvre de vieux et méchants haillons qui cachent mal la nudité. Non, il n'y a pas d'histoire d'un peuple qui ait jamais couru si allégrement vers l'abîme. Les finances unitaires ont été gaspillées par la mauvaise politique, les déprédations et le vol. Aussi, du haut de la tribune, un ministre prédisait naguére la banqueroute prochaine de l'État.

XXV.

On aura recours, il est vrai, à de nouvelles taxes pour la conjurer. Mais il ne suffit pas d'inscrire un impôt sur un budget pour le percevoir. En 1867, il y avait près de 220 millions d'impôts non perçus et ils sont irrecouvrables. Et quoiqu'on s'efforce de tout cacher, maintenant ils s'élèvent beaucoup au delà. De nouvelles taxes pourraient-elles être payées, quand les anciennes ne le sont pas? Les impôts sont toujours impopulaires, mais ils frappent an coeur un gouvernement quand ils attaquent la production dans sa source même, troublent les relations commerciales, et ils finissent par faire germer dans un pays des agitations dangereuses. Une bonne administration de finances devient même alors impossible. Mais que devait-il arriver, quand l'unité tombe sous ses prodigalités, sous ses dilapidations et sous l'iniquité de ses absurdités et de ses orgies? Au lieu d'affecter toutes les forces et toutes les resources de la société à l'accroissement du bien-être des populations, le gouvernement italien n'a songé qu'à des armements ruineux. On a décrété des chemins de fer, on en a achevé quelques uns; on a dépensé, il est vrai, des millions pour le percement du mont Cenis, le port de Spezzia, et même pour les gares du chemin de fer de quelques villes. Mais on a cru qu'il suffisait d'avoit jeté quelque argent à la mer dans le port de Naples, et on n'a plus pensé à ceux de Bari et de Catane. On a fait manquer le travail partout; car aprés avoir démoli, les travaux ont

été suspendus. La propriété foncière et les capitaux sont désormais dans l'impossibilité d'utiliser le travail. Il n'y a plus de perspective que le désespoir. Et maintenant, pour qu'à la misère de la classe des travailleurs puisse répondre celle des agriculteurs, on va percevoir le droit sur la mouture des blés. Il est vrai aussi de dire que le plus savant et le plus bienfaisant des financiers italiens a dit que le peuple ne paie pas encore ce qu'il peut et ce qu'il doit. Le ridicule a pris des proportions homériques dans le parlement de Florence, car le ridicule ne tue pas dans l'Italie régénérée. Ah! les Athéniens, quand ils avaient perdu leur liberté, couronnés de fleurs, buvaient le vin de Chio et pendant quelques moments oubliaient leurs malheurs. Les peuples italiens qui devaient préférer l'unité et l'indépendance à leurs anciennes autonomies, voient disparaître chaque jour les conditions essentielles de la vie. Ils n'osent même se flatter d'échapper à de plus cruels malheurs, étant réduits à vivre au jour le jour, ou à mourir. Ils n'ont plus même les cris de leur âpre douleur. Il ne leur vient pas même à l'esprit une pensée de révolte contre les lenteurs de la justice divine! Et le gouvernement glisse déjà dans le sang!

XXVI.

Et il ne sent pas la nécessité de mettre bas le masque. Au milieu de la misère, du malaise, de l'anxiété douloureuse qui travaille les esprits, on n'offre qu'un soulagement, un remède; celui d'entendre chanter des hymnes à la gloire de la résurrection italienne. Singulier résultat et étrange conclusion pour une domination de neuf ans, de se voir réduite à mendier au poids de l'or les suffrages de la presse étrangère, afin de combattre les accusations qui s'élèvent contre elle dans tout le pays! Cependant quand on aura lu ces flagorneries, si tant est qu'on les lise, et qu'on aura su de l'étranger que les Italiens sont, il est vrai, mécontents du gouvernement, mais qu'ils ne sont pas les ennemis de l'unité, les peuples sentiront-ils moins l'esclavage et la faim? Quand des journaux déhontés annoncent que les populations ont un attachement sincère pour leurs constitutions nouvelles et que sous le régime de la liberté le

bien-être matériel ne peut être que le résultat des efforts persévérants d'un peuple qui ne recule devant aucun sacrifice pour consolider son existence nationale, les populations en sentiront-elles moins le poids de taxes énormes et du manque de travail? Après avoir lu que jamais un État n'est mort de ses dettes, ce démenti à l'histoire comblera-t-il le vide du trésor italien? Changeront-elles de sentiments et de désirs pour avoir lu que les idées de restauration sont des idées étrangères, qui ne se débattent qu'à l'étranger et qui ne sauraient être résolues que par une intervention? Les populations italiennes en resteront-elles moins oppressées et moins frémissantes; le gouvernement en aura-t-il plus d'autorité et d'argent, et moins d'inquiétudes et d'alarmes? Oui, ce gouvernement s'est efforcé de refaire la plèbe du Cirque, en faisant table rase de toute croyance et de toute conviction. La plèbe des *verts* et des *jaunes* ne se souciait pas de voir derrière les toiles peintes des spectacles. Mais tout cela était à la condition d'avoir du pain.

XXVII.

On représente encore ces basses complaisances comme des manifestations nationales; on cite des articles de journaux, quelque déclamation de tribune, quelque discours d'université. Est-ce que tout cela peut avoir la valeur d'une véritable expression de l'opinion générale? Ce sont les parodies des plébiscites qui furent la parodie du suffrage universel. Les démonstrations de la place publique.? Il y eut bien des mises en scène de réceptions de Princes, depuis 1860, et surtout à Naples. On distança bien les inventions à la Potemkin et à la Curletti. Mais nous expliquera-t-on la raison d'État qui retarda si long-temps le voyage des époux royaux à Naples? C'était pour le futur roi d'Italie l'occasion ou jamais, de se bien poser dans l'esprit de ses sujets. N'aurait-ce pas été parce que ces chers sujets mouraient, comme ils meurent, de faim et de misère? Et quel enthousiasme en effet pouvait-on se flatter d'exciter chez des hommes honteusement trompés, asservis, flétris et dont le mécontentement est monté au comble? Les triomphes de l'erreur

sont éphéméres. L'expérience est un fruit précieux, qui a été chèrement payé à Naples par une trop cruelle leçon. Naples a trop vu, trop souffert, pour ne pas se souvenir. Et on ne peut pas même lui dire qu'elle livra son cheval à l'unité, comme celui de la fable se livra à l'homme pour se venger du cerf. Cette fable serait aujourd'hui une page assez déplorable d'histoire [15]. Non, la révolution ne fut pas son ouvrage, et plus tard voulant échapper à la révolution, Naples tomba sous la conquête. Mais la justice dans cette belle capitale a des retours éclatants. Que le peuple libre de toute influence officielle, de toute oppression administrative-ce qui est impossible-fût appelé à se prononcer, et on verrait s'il a déposé ses vieilles affections et oublié ses patriotiques sentiments. Depuis huit ans, dans le douloureux contraste de l'extrême misére et de l'égoïste opulence improvisée, ce peuple, plus que tout autre, voit que loin de chercher à alléger ses souffrances, on semble au contraire prendre à tâche de les aggraver. Et quand même, dans ce moment où il voit taries les sources de son travail et de son bien-être, on eût acheté des fleurs et des applaudissements, quel est le Prince qui n'en reçoit pas quand il veut? La plébe du cirque n'applaudissait elle pas, même à Néron? Non; c'est pour cela surtout que le gouvernement italien entend ce long et continuel murmure que légitiment la souffrance physique et l'oppression morale du peuple. Ainsi, c'est pour cela même que le gouvernement unitaire n'ose plus croire qu'on le laissera posséder sans violence ce que la violence lui a donné.

XXVIII.

Ce gouvernement, prodigue de fautes et d'immoralités, plongé dans une cécité volontaire, ne sort de son inertie que pour écrire des circulaires sur la langue parlée, sur la musique et sur la danse des élèves matelots. Au lieu d'avoir une bonne politique et de bonnes finances, il en a été réduit à s'entourer d'une fourmiliére de chevaliers, et pour cela il lui a fallu même inventer de nouveaux ordres de chevalerie. Et encore, on en refuse les insignes. Il sent

qu'il n'a plus ni autorité dans la diplomatie, ni puissance sur le crédit, ni respect dans l'armée, ni pouvoir sur les sujets. Un pouvoir faible et perplexe dans le Cabinet, une majorité divisée, fractionnée, mécontente dans le Parlement, le sentiment public surexcité; cet échafaudage vermoulu s'écroulera sur lui-même au bruit des pas d'une nouvelle révolution, opérée par un ennemi quelconque, même le plus vulgaire. Tout hâterait au premier coup de canon une crise décisive. Et voilà pourquoi l'État unitaire cherche à s'affermir contre des périls qu'il ne croit pas éloignés. Déjà bien des unitaires se posent en victimes d'un pouvoir aveugle. Les employés eux-mêmes, pour se rendre populaires, jurent hautement contre le râtelier auquel ils mangent. Personne n'a plus aucune confiance dans la force de l'unité. D'un côté, c'est la révolution avec ses terreurs. D'un autre, ce sont les nationalités italiennes qui s'affirment par des opinions qui ont de la vie, par des convictions fortes et déjà animées de l'esprit de sacrifice. Des peuples plus énergiques ne pourraient-ils enfin renverser l'unité pour affirmer leur propre autonomie? Déjà on tremble, à la rumeur que font les chaines des esclaves. Pour sortir de cette marche embarrassée, on a parlé d'abdication, de système régional, de concessions. Mais l'abdication ne changerait qu'un nom, et laisserait subsister tout le système. Quel parti resterait-il à un gouvernement régional pour se donner de la force, de l'autorité, et se délivrer de ce cauchemar qui s'appelle autonomie? Concession, enfin, suppose satisfaction de prétentions rivales, et les Italiens sont partagés en cent factions. Où est-elle donc aujourd'hui cette panacée tant vantée d'Ancône, qui devait guérir tous les maux?

XXIX.

La démagogie travaille sans relâche dans l'ombre, et serre ses rangs d'un bout à l'autre de la péninsule. Le parti radical, en 1860, ne pouvait pas aspirer aux grandioses terreurs de la révolution française. Mais partout, après chaque révolution, on s'est étonné de se voir ramené à l'obéissance aux lois. La révolution se passerait volontiers d'un gouvernement quelconque. Aussi le parti d'action se pla-

int de ce que la révolution italienne n'a pas eu assez de ressemblance avec son aînée de 1793. Après avoir bouleversé sa patrie, il lui semble que les choses marcheraient mieux si elle était plus bouleversée encore. Ainsi les non-satisfaits considèrent le nom de république, comme synonyme d'état parfait d'aisance et de liberté. Leurs propos et leurs jactances arrivent de toutes parts. La colère des partis ne raisonne pas. Le pouvoir prend un air d'assurance, il paraît convaincu, que, quoiqu' en disent les tribuns de la démagogie, les Italiens ne supportent pas même la pensée de la république. Mais, s' il est vrai que les masses ne croient plus-le temps en est passé-aux promesses des apôtres de commotions politiques, elles sont exaspérées, et elles pourraient aider à un ébranlement universel. Ce ne sont plus ces masses étrangères à la politique, légéres, spirituelles, et qui se bornaient dans les grandes villes à aimer les arts, et à se venger des gouvernements par des épigrammes. Ce ne sont plus dans les campagnes ces classes religieuses, obéissantes. Depuis qu' on a fait miroiter aux yeux du peuple les idées politiques des autres classes, et qu' il n'en a recueilli que la misère et le désespoir, il faut que tôt ou tard on compte avec lui. Le Palais Pitti a plus à redouter que le Palais du Vatican du mouvement qui se prépare. Dans les voeux sinistres du parti d' action on peut connaître l' âme même de la révolution. On tentera; le dé sera jeté. Si le parti d' action doit être étouffé, avant de disparaître il voudra se venger. Les échos de Gaëte répètent encore la prédiction: *la révolution ne s' arrêtera jamais.*

XXX.

Le gouvernement unitaire s' est trop flatté que l' esprit des partis affaiblis n'aurait plus ces aspérités violentes, capables de s' opposer à la marche d'un gouvernement fort. Il a paru même s'endormir au son de ces plaintes silencieuses, et de ces espérances vagues qui ne compromettent pas la sûreté d'un État. Il n'a jamais voulu jeter de l'huile sur cette surface tourmentée pour voir ce qui bouillait au fond. Pendant longtemps on n'a pas cru les restaurations possibles. La révolution pouvait bien défaire en un jour ce qui était

l'oeuvre des siécles. Le droit et la justice ne pouvaient pas détruire l'ouvrage d'un instant. Mais peu à peu on a vu reparaître les origines différentes des peuples de la péninsule, qui repoussent les influences et les dominations étrangères des uns sur les autres. On en est venu à penser que le Piémont lui-même pourrait un jour préférer être un département français, plutôt qu'une province italienne. Pour la France l'acquisition de Nice et de la Savoie, avant Sadowa, était une compensation suffisante. Elle a cessé de l'être depuis l'agrandissement de la Prusse. Les peuples du midi dans les invasions du nord, et les peuples du nord dans une invasion du midi, ne seraient que des spectateurs peu émus, peut-être distraits. Ils n'y verraient pas le danger de leurs foyers. Ils ne ressentiraient pas les inspirations sacrées du patriotisme. Personne n'osera nous démentir. Les différents peuples d'Italie savent trop maintenant ce que c'est que l'unité. Ils en ont trop souffert. On est surtout troublé de l'attitude menaçante du peuple des Deux-Siciles. C'est là surtout qu'une expérience de huit ans a montré que le traité de Zurich aurait épargné bien de malheurs. Le parti unitaire, et peut-être le gouvernement, auraient voulu être entrainés encore à y arborer le drapeau de la terreur. D'autres exemples sanglants auraient raffermi l'unité. Ce ne sont pas les Cialdini, les Cadorna qui auraient manqué. Mais on a craint qu'une Vendée méridionale ne mît à feu et à sang la péninsule. L'Italie ruinée par la banqueroute aurait été achevée par la guerre civile. Cependant, là tout bouillonne, par désespoir. Si une résolution des cabinets voulait le permettre, les mille de Marsala n'auraient aujourd'hui que la peine de débarquer.

XXXI.

C'est que les partis ont lutté les uns contre les autres, dans les premiers temps et se refusaient à toute entente. Tous comptaient sur l'indifférence des masses. Mais désormais les partis, quoique ennemis entr'eux, sont bien plus encore ennemis du gouvernement. Le parti légitimiste, victime d'une longue oppression; les libéraux modérés et autonomistes bannis ou retirés de la vie publique; le cler-

gé dépouillé de tout et courbé sous la persécution la plus aveugle; le parti radical impatient de tout frein et avide de vengeance: tous sentent enfin que la force du droit est supérieure aux calculs des hommes. Le libéralisme révolutionnaire-qui est la comédie de la liberté-a jusqu' à présent détruit les églises pour faire pousser des *lupanars* et des casernes. La fraternité républicaine, qui n'est qu'une hypocrisie, ne ferait qu' augmenter ou agrandir les prisons, et peut-être élever des échafauds. Quel est l'État d'Europe qui a pu conserver la forme républicaine, depuis la révolution des Pays-Bas et celle d'Angleterre, jusqu' à la révolution française de 1848? On sent qu' elle marcherait bientôt entre deux écueils, celui de l'anarchie et de la dictature du sabre. Aurait-on un Président comme Washington, un Protecteur comme Cromwell, ou un libérateur comme Bolivar? La république serait le prolongement des convulsions de l'Italie, elle la livrerait encore à toutes les intrigues, à toutes les cupidités dont elle entend se débarrasser. La république est matériellement impossible: elle ne servirait qu' aux ambitieux qui prennent le masque de républicains. Mais elle serait toujours une transition. Le royaume des Deux-Siciles-surtout- n' est pas un État qui n' ait pas de lendemain. La décadence de l'unité est visible, et elle ne peut se transformer, ni en république, ni en dictature. Et sans une guerre heureuse, elle ne pourra pas même tailler un manteau royal dans la capote d'un soldat. On sent que la restauration des Princes légitimes est au bout peut-être de la guerre, ou de n' importe quelle nouvelle révolution. L' initiative viendra du besoin de l'ordre et de l'excès même des commotions populaires. On sent qu' avec les restaurations, les italiens recouvreraient le principe d'autorité, les garanties des droits divers, la protection assurée des libertés possibles. Il faudra revenir à Villafranca: car c' est là qu'est l'état normal de l'Italie. Il est possible qu' on y revienne à travers de nouvelles épreuves, mais cela ne peut tarder: et les cabinets n'y auront contribué en rien. Ainsi, les restaurations sont dans les voeux de tout le monde. Les autonomistes les invoquent comme le seul remède aux malheurs de la patrie. Les catholiques, dont la conscience religieuse est troublée, aspirent à la revendication des autonomies. Ils ne peuvent pas voir

la Papauté condamnée à une existence précaire. Les républicains l'attendent comme une vengeance contre le gouvernement. Peut-être espèrent-ils encore dans les événements. Les *consortieri* eux-mêmes, troublés dans leur tranquille possession, annoncent les restaurations comme une solution sans danger pour eux. Peut-être l'appellent-ils encore commo un juste châtiment d'un peuple qui, disent-ils, n'a pas su apprécier les bienfaits de la liberté qu'ils lui apportaient, et qui n'a pas su supporter, selon eux, assez de sacrifices pour so l'assurer.

XXXI.

Nier co revirement de l'esprit public italien, c'est désormais nier la clarté du soleil. On aspire partout à la monarchio légitime qui peut seule ramener la concorde, la paix, la prospérité de l'Italie. On peut encore douter, peut-être, si les peuples opprimés auront assez de force, assez de courage pour la reconquérir au milieu des crises révolutionnaires do l'Europe. Mais on ne peut pas nier qu'on attend et qu'on désire la restauration qui peut assurer la véritable indépendance, et offrir la liberté, la grandeur, et la stabilité. Car, c'est par les Princes légitimes seulement qu'on a la certitude de pouvoir obtenir la paix, la suppression de tant d'appareils inutiles de carnage, et de voir les forces de l'État affectées à la prospérité dos peuples. Si l'on voulait en douter, si l'on osait le nier, on n'aurait qu'à observer le discrédit dans lequel sont tombés les fauteurs de la révolution, tous ces fauteurs de la fortune et du pouvoir, qui appliqués à exciter l'envio, n'ont éveillé que le mépris. Et surtout ceux qui, prenant au sérieux, non leur réputation, mais leur autorité, lancent leurs ukases do la salle de Savonarolo. Et d'un autre côté, on peut remarquor la vénération qu'on professe généralement pour tous les dévouements loyaux et désintéressés. On n'a qu'à remarquer combien sont recherchés et estimés à Naples, tous ceux qui ont tant souffert pour cette grande cause, depuis les champs de bataille du Vulturne jusqu'aux boulevards de Gaëte. Il n'y a de véritablement honorés, que ceux qui n'ont été vaincus que par la trahison, et qui

après avoir bravé la mort, bravent les misères de l'exil. C'est que le peuple sent désormais, que ce sont eux seuls qui n'ont aucune responsabilité des maux de leur patrie.

Et tandis que mille angoisses jettent le trouble dans tous les esprits et font pressentir une crise suprême, le gouvernement reste dans la torpeur, ou il s'agite sans but. Il veut cacher, ou se cacher à lui-même, le mouvement de tant de factions. Il se voit placé désormais entre la révolution républicaine et la restauration du passé, qui menacent également les plans unitaires. L'une, c'est l'agitation fébrile, irréfléchie, qui pourtant gêne les rouages de l'administration. L'autre, c'est la nation, creuset où fermentent les passions du vrai patriotisme. La nation veut reconquérir ses vraies conditions de vie, elle est décidée à les faire triompher. Et le gouvernement nourrit encore l'espérance qu'en gagnant du temps, la situation s'affermira. En attendant, il chancelle entre des prétentions rivales et des périls toujours croissants. Au milieu d'alarmes incessantes, et d'hésitations insurmontables, les mêmes craintes, les mêmes besoins se renouvellent, il ne sait plus à quels dangers, à quelles nécessités il doit parer. On a voulu se repaître de rêves.

XXXII.

Ainsi, en peu de temps et successivement, toutes les sages prévisions de Gaëte se sont vérifiées : l'oppression des peuples, les troubles de l'Europe, le flot toujours montant de la révolution, les tardifs regrets des cabinets. De toutes les fallacieuses promesses d'Ancône, pas une seule ne s'est réalisée, si ce n'est à rebours. Des pouvoirs affaiblis, des entreprises manquées, des populations indignées et partout entraînées par les excitations du sentiment national : voilà l'Italie unitaire ! La religion opprimée, le clergé dépouillé, les doctrines matérialistes publiquement professées ! Ce fut en effet à une époque de malheur que Lucrèce écrivit son poëme. Mais on ne le fit pas sénateur, et on a décoré Renan. Partout l'oppression, le mépris des lois, les vols, les meurtres, les dilapidations, les concussions. Plus d'instruction publique, plus de beaux-arts, plus de littérature.

A côté de la misère et du désespoir des peuples s'étale le luxe effronté des parvenus. Ce sont les soupers de Trimalcion des nouveaux enrichis, c'est la licence de la presse, c'est l'étalage de peintures scandaleuses, ce sont des spectacles monstrueux et des bals hideux, ce sont des chasses mystérieuses, des aventures de bois, des moeurs de Régence et de Directoire. Florence sera ramenée aux temps du dernier des Médicis. Le gouvernement n'a de sympathie, des récompenses, d'hymnes et de monuments que pour de lâches assassins. Voilà le bilan du gouvernement réparateur. Telle est la situation de l'Italie : on n'en saurait imaginer de plus triste. Moraliser les peuples, donc, selon les promesses d'Ancône, c'était faire reculer leur conscience indignée?

XXXIII.

Mais une autre et dernière prévision de Gaëte doit se vérifier. C'est celle de la restauration qui arrachera les peuples des Deux-Siciles à la triste épreuve qu'ils traversent depuis huit ans. C'est le rétablissement de cette monarchie légitime, héréditaire qu'ils rappellent de tous leurs voeux, de cette monarchie de Charles III, de cette monarchie de Roger, rajeunie et représentée par un Prince plein d'intelligence et de courage, que la rude école du malheur et de l'exil a préparé à se placer de nouveau à la tête des destinées de la nation. Intrépide sur les champs de bataille, il est sorti d'un siège à jamais mémorable pour aller méditer sur la terre étrangère. Son programme, est depuis huit ans dans sa conduite, puisqu'il vit modestement, modèle de piété et de moeurs irrépréhensibles. Il vit dans l'exil comme il vécut auprès du trône et sur le trône. Il y a quelque chose ici de plus touchant et de plus beau que la gloire. François II représente un grand principe, celui de l'hérédité monarchique, qui est l'immortalité légale des dynasties. Lui seul peut se flatter d'obtenir l'union de l'autorité avec le peuple, et l'alliance de la religion avec la liberté. Lui seul peut rélever l'étendard national autour duquel tous indistinctement peuvent se rallier. Il n'a qu'à s'inspirer de l'histoire de son pays pour

remplir les voeux des temps nouveaux. Il connait à fond les besoins, les aspirations, les nécessités de son époque. Lui seul, s'appuyant sur son droit, peut être respectueux envers les droits d'autrui. Il n'a de devoirs qu'envers l'histoire, il n'est jaloux que de sa réputation. Il n'a connu les maux de sa patrie que pour les déplorer et pour en souffrir. Il saura se dévouer à les réparer. Prédestiné à sauver son pays, il serait entouré (lui seul peut le dire sans mensongère ostentation) des institutions bienfaisantes que comporte une société adulte et chrétienne. C'est lui seul qui peut établir un système éclairé, découlant de l'histoire et du travail des siècles. Cette monarchie, qui est seule l'heureux présage de la restauration des prospérités publiques et particulières, sera la résurrection des gloires nationales. Cette monarchie ne sera pas le triomphe d'un parti, mais la renaissance même de la dignité de tous et le plus fort soutien de la sécurité de l'Italie. Les peuples n'atteignent leur plus grand développement, leur plus grande gloire, que lorsqu'ils sont pleinement dans les conditions physiques, morales et particulières à leur nation. Toutes les prévisions de Gaëte auront alors été vérifiées.



NOTES

1. V. *Gaëte, documents officiels,* chez E. Dentu, Paris 1865.

« . . . Unissant sa cause à celle de ses peuples, le Roi n'a voulu faire passer hors de sou pays aucune partie de sa fortune particulière, comme s'il eût dédaigné de conserver pour lui une planche de salut au milieu du naufrage général du royaume. Son indifférence pour les biens matériels de la vie est proverbiale... » *Circulaire aux représentants du roi à l'étranger. Gaëte* 5 *Octobre* 1860.

2. « La maison de Bourbon n'emporte avec elle aucun trésor en quittant la capitale. Elle laisse ses palais, ses musées et le saint héritage de ses ancêtres comme un monument de sa généurosité envers son royaume bien-aimé, sans se préoccuper de ce que lui réserve l'avenir. La dot de la Mère du Roi, l'héritage particulier de son père, les majorats, les économies des princes et des princesses, tout enfin ce qui constitue la fortune privée de la famille royale et que lui assurent les lois civiles selon le droit commun des peuples, tout a été confisqué par le gouvernement révolutionnaire . . . » *Même Circulaire.*

3 . . . « Il fallait obéir à la logique de l'anarchie en distribuant la fortune privée de la famille royale aux individus qui, depuis douze ans, n'ont pas cessé de conspirer contre la dynastie, le trône, l'ordre social, et contre tous les principes qui constituent la base du droit universellement reconnu. » *Même Circulaire.*

4 . . . Cette apothéose se fait publiquement dans le journal de Naples. On donne au régicide des récompenses au nom de V. Emmanuel ! Un tel exemple parle plus haut que tout ce qu' on pourrait dire sur l' état moral dans lequel est tombé ce malheureux pays, et sur l' anarchie qui s' est emparée de ses déstinées après le triomphe de l' invasion . . .

« S. M. la dénonce à la justice de l'Europe, comme la preuve la plus convaincante de la morale des idées de ces hommes qui avec des forces étrangéres et profitant d' horribles trahisons, se sont emparés de l' autoritè. » *Circulaire aux ministres étrangers,* 7 *Octobre* 1860.

5 « La scandaleuse et inqualifiable invasion qui menaçant d'une ruine prochaine le royaume, détruisait ainsi tous les principes du droit public sur lesquels sont basées la sûreté et l'indépendance des nations... Les États d'Europe n'ont pas cru qu'il était encore de leur devoir et de leur intérêt de s'opposer à cette marche envahissante de la révolution.... Il ne reste au Roi des Deux-Siciles que le devoir de s'adresser de nouveau à toutes les puissances de l'Europe pour constater la legitimité de sa cause et signaler l'écueil contre lequel il s'est brisé et sur lequel d'autres trônes feront naufrage.

« Cet exemple ne sera pas perdu, et devant la sanction donnée par les événements à cette destruction de l'ancien droit des gens et du droit public, tous les Etats indépendants du monde doivent se sentir également menacés. Les conséquences ne se feront pas attendre. » *Mémorandum*, 25 septembre 1860.

6 ... « Peut-être les troupes royales seront elles écrasées par cette attaque inqualifiable, peut être l'indépendance de la souveraineté de ce pays ainsi que la monarchie, reconnue depuis long temps, succomberont-elles ; mais avec elle périront aussi tous les droits, tous les principes, toutes les lois, sur lesquels reposent l'indépendance et la sûreté des nations. » *Circulaire* etc. 21 Octobre 1860.

7 ... La question qui se débat dans le royaume des Deux-Siciles, est une question de vie ou de mort pour d'autres États de l'Europe...

Lettre du Roi aux *Empereurs des Francais, d'Autriche, de Russie, au Roi de Prusse*, etc. Gaëte 6 Octobre 1860.

... « On ne peut croire que l'Europe assiste plus longtemps impassible au spectacle d'un Roi reconnu par toutes les nations, dépouillé de ses États par la plus inique agression, en proie à toutes les horreurs d'un long bombardement, sans autre crime que le courage qu'il a de défendre héroïquement le dernier boulevard de la monarchie contre une lâche invasion. Les souverains et les peuples comprendront à la fin qu'on défend à Gaëte quelque chose de plus que la couronne d'une antique dynastie. On y défend les traités en vertu desquels régnent tous les souverains, le droit public sur la force duquel reposent la tranquillité et l'indépendance des peuples. » *Circulaire etc.* 18 Janvier 1861.

8 ... « Depuis sept mois que la révolution sévit dans le royaume, toujours plus ouvertement favorisée par un gouvernement pervers et parjure, le Roi notre maître, n'a rien pu obtenir des souverains de l'Europe, auxquels il espérait que sa cause était chère, si ce n'est des expressions inefficaces d'affectueuse sympathie....

« Les graves périls d'une petite armée, les pressantes et suprêmes pénuries du trésor royal, les violations effrontées du droit des gens, l'ambition illimitée d'une révolution qui ne *s'arrêtera jamais*, tout enfin fut exposé aux yeux des grandes puissances de l'Europe: et à tout elles ne surent et ne voulurent répondre que par des voeux ou des conseils. Ni les intérêts des dynasties, ni les dangers communs, ni les liens du sang, ni ceux des anciennes amitiés et alliances ne furent capables de dissuader les Cabinets Européens de cet indifférentisme politique, dont ils ont fait preuve en assistant impassibles à la chûte d'une monarchie séculaire . . . .

. . . « Au nouveau principe de la souveraineté populaire, dont on fait un si étrange abus, il fallait donner pour contre-poids l'antique droit public, qui est le fruit de la sagesse et de la morale des siècles, afin que de la discussion pacifique de ces principes opposés et de l'impartial examen de toutes les prétentions contraires il naquit un nouvel ordre de choses confié à la concorde unanime des princes et à la sagesse des peuples revenus à la raison et à la tranquillité » *Circulaire* etc. 12 Novembre 1860.

9 . . . « Croyez bien, Sire, que ce n'est pas au nom de l'intérêt purement personnel que je vous parle. Le pouvoir ne m'a donné jusqu'à présent aucune occasion de l'aimer. Mais je suis responsable devant Dieu et devant les hommes du bonheur et de la paix des peuples que la Providence a confiés à mes soins. « *Lettre du Roi à l'Empereur Napoléon*, 4 Octobre 1860.

« . . . De cette place où je défends plus que ma couronne, l'indépendance de la patrie commune . . . Je suis Napolitain ; né parmi vous, je n'ai pas respiré un autre air, je n'ai pas vu d'autres pays, je ne connais que le sol natal. Toutes mes affections sont dans le royaume, vos coutumes sont mes coutumes, votre langue est ma langue, vos ambitions sont mes ambitions... J'ai combattu non pour moi, mais pour l'honneur du nom que nous portons. Cependant, quand je vois mes sujets bien aimés en proie a tous les maux de la domination étrangére, quand je les vois, peuples conquis, porter leur sang et leurs biens en d'autres pays, foulés aux pieds par un peuple étranger, mon coeur napolitain bat d'indignation dans ma poitrine et je suis seulement consolé par la loyauté de ma brave armée, par le spectacle des nobles protestations qui, de tous les points du royaume, s'élèvent contre le triomphe de la violence et de la fourberie . . . Vous avez eu la dictature la plus extrême: et la loi martiale remplace maintenant la constitution. Sous les coups de vos dominateurs, disparait l'antique monarchie de Roger et de Charles III : et les Deux-Siciles ont été déclarées provinces d'un royaume lointain. Naples et Palerme seront gouvernées par des préfets venus de Turin. . . »

Manifeste du Roi à ses peuples, Gaëte 8 Décembre 1860.

10. « Si je dois succomber par l'abandon de votre flotte, je prierai Dieu seulement que V. M. n'ait pas sujet de le regretter, et qu'au lieu d'un allié reconnaissant, Elle ne trouve pas une révolution hostile et un souverain ingrat. » *Lettre du roi* François II *à l'Empereur* Napoléon, 13 Decembre 1860.

... « Et quand l'heure fatale et inévitable de la reddition sera venue, notre auguste souverain, au milieu des larmes de ses fidèles sujets et avec cette résignation pleine de dignité qui est un caractère distinctif de son auguste famille, descendra de son trône, et se souviendra avec une juste et noble fierté de n'avoir failli à l'accomplissement d'aucun de ses devoirs. » *Circulaire* etc. 12 Novembre 1860.

11. Envoyé par le Roi à Paris, en Novembre 1860, je m'efforçais d'y prouver que l'unité italienne n'était qu'une utopie, une pensée littéraire, une idée anglaise, et que, si elle pouvait jamais se réaliser, cette unité serait bientôt hostile à la France. M. Mocquart, M. Thouvenel, M. le duc de Morny étaient trop polis pour me dire que j'étais fou; mais leur sourire me prouvait assez qu'ils le pensaient. Il n'y eut que M. Berryer qui s'en montrât pénétré. Il me dit d'un ton triste et affectueux: *Partez, Gaëte vous attend, et dites au Roi qu'essuyer les revers sans en être abattu, est une épreuve digne d'un Prince de sa race, et que cela lui donnera un jour la force plus rare encore de soutenir sa prosperité.*

12. Divisée par les Appennins, environnée par les Alpes et la mer.

13. « Dans un moment solennel de l'histoire nationale, et des destinées italiennes, j'adresse ma parole à vous, peuples de l'Italie méridionale, qui, après avoir changé l'État en mon nom, m'avez envoyé des députés de toutes les classes de citoyens, magistrats, représentants de municipalités, cherchant d'être rendus à l'ordre, encouragés par la liberté et d'être unis à mon royaume....

« Avec les franchises représentatives, l'instruction populaire, avec de grandes oeuvres publiques, avec la liberté de l'industrie et du commerce, j'ai cherché d'accroître le bien-être de mon peuple, voulant respecter la religion catholique....

« Ces moyens de gouvernement ne pouvaient pas demeurer sans effet sur le reste de l'Italie... Ainsi j'ai pu maintenir dans cette partie du peuple italien réunie sous mon sceptre la pensée d'une *hégémonie* nationale, de la quelle devait naître l'harmonie et la concorde des provinces divisées en une seule nation....

« Ceux qui en Europe m'accusent d'imprudence, qu'ils jugent, avec un esprit tranquille, ce que serait devenue, ce que deviendrait l'Italie le jour où la monarchie apparaîtrait impuissante à satisfaire le besoin de la reconstitution nationale!....

« La chûte du gouvernement de Naples confirma ce que mon coeur savait, c'est à dire combien sont nécessaires aux Rois l'amour et aux gouvernements l'estime des peuples....

« J'ai proclamé l'Italie des Italiens.... Mes troupes s'avancent pour raffermir l'ordre chez vous.... Quelle que soit la gravité des événements, j'attends tranquille le jugement de l'Europe civilisée, et celui de l'histoire, parceque j'ai la conscience d'accomplir mes devoirs de Roi et d'Italien....

V. Emmanuel.

Ancône 9 Octobre 1860. »

14. *Aux peuples Napolitains et Siciliens.* - Le suffrage universel me donne la puissance souveraine de ces nobles provinces. J'accepte cet autre décret de la volonté nationale, non par ambition de régne, mais par conscience d'Italien. Les devoirs de tous les Italiens s'augmentent. Plus que jamais sont nécéssaires la sincère concorde et la constante abnégation. Tous les partis doivent s'incliner avec dévouement devant la majesté de l'Italie, que Dieu relève.

Ici nous devons établir un gouvernement qui donne garantie aux peuples d'un vivre libre, et à l'opinion publique d'une sévère probité. Je compte sur le concours efficace de touts les gens honnêtes. Là où le pouvoir a son frein dans la loi, il est le soutien de la liberté; là un gouvernement ne peut pour le bien public, qu'autant que le peuple vaut par la vertu.

Nous devons montrer à l'Europe que si la force irrésistible des événements surmonta les conventions fondées sur les malheurs de l'Italie, nous savons restaurer, dans la nation unie, l'empire de ces dogmes immuables, sans lesquels toute société est infirme, toute autorité combattue et incertaine.

Naples, 7 Novembre 1680.

V. Emmanuel.

15. Les armoiries de Naples sont le cheval débridé.